

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 24 février 2020

Algérie : Un an après, le Hirak est toujours là !

« *On est pas venus pour faire la fête, mais pour vous faire partir !* ». C'est avec ce slogan que, dans les rues d'Alger et de nombreuses autres villes d'Algérie, les manifestants ont encore défilé par dizaines de milliers le week-end dernier. Et même ce week-end-là deux jours d'affilée, le vendredi comme chaque semaine depuis un an, et le samedi jour anniversaire de la première grande manifestation du Hirak (le mouvement), le 22 février 2019.

Contre le clan au pouvoir, une révolte sociale

Eh oui, un an après ils sont toujours là, toujours décidés à en finir avec un régime de privilégiés qui mettent dans leurs poches les richesses du pays pendant que la population, elle, fait face au chômage de masse, aux salaires de misère, et à l'indigence des services publics... Avec un régime où l'armée exerce le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962, et où, depuis, s'est développée une clique de grands patrons qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'Etat et de l'armée. Dont l'un d'ailleurs avait été reçu en grandes pompes par Macron il n'y a pas si longtemps, pour le féliciter des bonnes affaires qu'il fait également en France.

Coté libertés, les Algériens ne les ont pas demandées, ils les ont prises. Alors que les manifestations sont interdites depuis la guerre civile des années 1990, ils se sont réapproprié la rue, hommes comme femmes, toutes générations confondues, dans le cadre d'un mouvement tellement massif qu'il a rassemblé des millions de personnes. Le pouvoir a bien tenté de réprimer, en arrêtant des manifestants, mais il a dû reculer face à une détermination intacte.

« Qu'ils partent tous, la bande des voleurs »

Le Hirak avait commencé en février 2019, à l'annonce que le président Bouteflika, 82 ans, allait briguer un cinquième mandat présidentiel. Malade depuis des années, il n'était plus en état de gouverner, mais peu importe, il était le président fantoche derrière lequel se cachait le vrai pouvoir, celui des hauts gradés et celui des grands hommes d'affaires, tous plus ou moins liés aux divers clans de l'armée et du pouvoir.

Mais le 10 mars 2019, au bout d'un mois de manifestations, après un appel à la grève générale largement suivi dans le pays dans les entreprises, les com-

merces dont le rideau de fer restait baissé, dans les écoles et les universités, les hommes au pouvoir retiraient la candidature de Bouteflika.

Le chef d'état-major, Gaïd Salah prenait ouvertement les rênes du pays, et promettait une nouvelle élection avec de nouveaux candidats pour le mois de juillet. Mais la supercherie n'a rien changé : « *qu'ils s'en aillent tous* », « *tous ceux qui volent le pays* » à commencer par Gaïd Sallah lui-même, ont repris les manifestants.

Un peuple qui ne s'en laisse pas conter

Alors Gaïd Salah a fait mine de faire du social en faisant jeter en prison, pour corruption, un certain nombre de grands patrons algériens. « *Ils règlent leurs comptes entre eux* » ont dit les manifestants. Quant à l'élection présidentielle annoncée pour juillet elle est passée à l'as : les seuls candidats potentiels, tous de vieux routiers de la politique algérienne, détestés de la population, n'ayant même pas osé se présenter.

Quand l'élection a finalement eu lieu en décembre, son gagnant, Abdelmadjid Tebboune, ancien premier ministre de Bouteflika et proche du chef d'Etat major Gaïd Salah, n'a été élu que par une minorité de votants, une majorité d'Algériens ayant boudé les urnes (avec pas moins de 60 % d'abstentions). Ni son élection, ni la mort peu après de général Gaïd Salah, aussitôt remplacé par un autre « homme fort » de l'état major n'ont rien changé. Personne ne fait confiance à tous ces gens du pouvoir.

Et la colère est toujours là, le Hirak, un an après, continue malgré les tentatives de le réprimer, puisque les arrestations continuent, et des grèves ont repris dans le pays.

Car il ne s'agit pas de changer simplement un président par un autre, c'est le régime lui-même qu'il faut changer disent les Algériens. Nous qui en avons ras-le-bol de Macron et son monde, on ferait bien d'en prendre de la graine.

Il manque 400 euros par mois !

Mercredi 26 février, la direction va annoncer par les médias le montant de la prime d'intéressement et de la prime Gilet Jaune, ce sera un coup de pub : regardez comme c'est bien à PSA, les ouvriers gagnent beaucoup d'argent ! Une prime de 2 900 € comme l'année dernière ce ne serait pas grand-chose au vu de ce qu'on leur rapporte. Des rassemblements de ont eu lieu au Montage regroupant 150 ouvriers, et d'autres réunions sur le site sur les problèmes des salaires, c'est en se réunissant comme ça qu'on commencera à se faire entendre.

Ce qu'il nous faut c'est au moins 400 € mensuels d'augmentation générale, du solide pour l'avenir, pas de l'incertain ou des miettes !

Rien n'est vraiment normal chez PSA

Lundi prochain, au Montage et dans d'autres secteurs, les horaires basculent en normal (7h-14h40), pour certains ça va être la galère : pas de transports publics, trajet interminable, retard quotidien, difficultés pour s'organiser avec les enfants, complications quand le couple travaille à PSA...

La direction veut casser nos habitudes et mettre la pression. Attention : son équipe en normal, pourrait avoir un comportement anormal et se révolter.

Chiffres en bleu et éléphants roses

La direction a fait afficher sur les tableaux d'UEP en bleu : « 273 », le nombre de véhicules qui devraient sortir par jour de la chaîne de Montage. Il n'y a pas un seul jour où le chiffre est atteint. Et pour cause, il y a de plus en plus de D34 sur la chaîne de Montage par rapport aux 208. Atteindre les objectifs est physiquement impossible au vu du manque de personnel et de l'organisation du travail.

Après les chiffres en bleu, pourquoi pas des éléphants roses ? Certains à la direction visiblement n'ont pas fumé que la moquette !

Formations fictives standardisées

Montage, équipe 22, la direction continue d'imposer ses formations bidon. La semaine dernière, un formateur s'est barré, abandonnant les ouvriers pendant 6 heures dans une salle, sans rien faire. Aberrant ! Mais moins que les formations sur les standards qui ne sont pas à jour, avec des chefs qui ne les connaissent pas exactement. Pas étonnant que les véhicules D34 sortent avec 7 fois plus de défauts que le nécessaire pour l'acceptation de vente.

De toute manière le seul standard raisonnable serait celui avec assez de personnel par poste.

Le PSAvirus de la désorganisation s'étend

Mercredi dernier la direction a annoncé qu'il y aurait une baisse importante de production des bacs

batterie et que dès lundi 24 février, l'équipe de nuit des bacs batterie Peinture serait donc suspendue pendant 2 semaines. Le personnel est déplacé en 12 et 22 (avec un délai de prévenance de 4 jours seulement !). Pourquoi cette suspension ? Silence total. Il y a quelques jours, 2 séances des Bacs Batterie étaient déjà annulées, et la création de l'équipe week-end Ferrage bacs batterie reportée à une date inconnue.

En tout cas il va falloir se battre, ouvriers contre patrons, pour se faire respecter : ce n'est pas à nous de payer pour les problèmes de production de PSA, quelles qu'en soient les raisons.

Les mythes de la direction

En fin de semaine, la direction supprime les lignes de cars privés (payées à 100 % par PSA). La direction claironne que tous les problèmes de transports des salariés sont réglés. Elle a accueilli environ 300 salariés dans sa cellule d'aide au transport et a prétendu leur avoir trouvé une solution à tous...

Faute de transports, plusieurs salariés ont ainsi été poussés à prendre le plan de départ DAEC. Et pour beaucoup ce sont des solutions pourries qui ont été proposées (prolongation du temps de transports de 1 à 2 heures par jour, attente dans des gares pour des correspondances, co-voiturages coûteux, achat d'un véhicule...).

La fin des transports privés va signifier des dépenses supplémentaires (parfois de 200 à 400 € en plus par mois). Raison de plus de se battre pour augmenter nos salaires !

La victoire de l'Oncle Picsou

À partir du 2 mars quasiment toutes les lignes de transports semi-publics (financés en partie par PSA) seront maintenues et transformées en lignes 100 % publiques (payées par nos impôts).

La direction se vante d'une « première victoire ». En effet elle a démarché ses amis politiciens régionaux. Du vrai travail d'équipe : les gains pour PSA, les coûts pour l'État et les régions.

Carlos Ghosn, Carlos Back

À peine remis de son évasion du Japon, recherché par Interpol, l'ex-PDG de Renault a saisi les Prud'hommes afin d'obtenir du groupe des indemnités de retraite de... 250 000 €. Renault de son côté joue les fauchés malgré ses 3,3 milliards d'euros de profits en 2018, et fait même planer la menace de fermetures de sites pour faire des économies.

On peut déjà spoiler le scénario de cette saga en plusieurs volets : que ce soit Ghosn ou Renault qui gagne le procès, à la fin, ce seraient toujours aux travailleurs de payer.